

# Continuer à irriguer les cultures, mais à quel prix ?

Nicolas Kraak parle avec fierté des modèles de pompe installés il y a cinquante ans entre Vernaison (Rhône) et Grigny, au bord du Rhône. « *Des Gourdin, fabriquées en France, et des Sulzer. Elles sont robustes, ce sont les Rolls-Royce de la pompe.* » En 2022, les neuf Gourdin et Sulzer ont tourné à plein régime pour puiser 9,3 millions de mètres cubes d'eau dans le Rhône. Un volume record. Avec les épisodes successifs de canicule du printemps et de l'été, il fallait abreuver d'eau les vergers du plateau de Millery-Mornant, 15 kilomètres à l'ouest, un bout de la ceinture agricole qui entoure et nourrit Lyon. L'eau pompée à 150 mètres d'altitude dans le fleuve est montée jusqu'à 700 mètres, stockée dans des retenues collinaires, puis redistribuée dans les 3 000 hectares de terres irriguées grâce à 400 kilomètres de tuyauterie.

Nicolas Kraak est directeur, depuis 2006, du SMHAR, le syndicat mixte d'hydraulique agricole du Rhône, créé à la fin des années 1960 pour construire des canaux et gérer l'irrigation de milliers d'hectares. Parmi les intuitions d'une poignée de personnalités politiques de l'époque, l'idée qu'il fallait contenir l'« *urbanisation galopante* » de la métropole et donc permettre le maintien des terres agricoles. « *Les élus des années 1960 avaient été visionnaires, ils avaient défendu le principe d'une ceinture verte autour de Lyon, pour la fournir en produits frais, en défendant l'activité agricole* », explique l'ingénieur hydrologue.

Dans ses colonnes, le quotidien régional *Le Progrès* avait accueilli avec lyrisme l'idée de créer « *un ascenseur pour le Rhône* ». Pompidou est président de la République, la France n'a pas encore connu la crise économique, les ressources naturelles doivent servir, sans limites, à la modernisation du pays. « *Le fleuve-dieu*, écrit alors le journal régional à propos du projet d'irrigation, *sera alors à ce point dompté qu'on lui fera retrouver, pour le bonheur des hommes, l'altitude à laquelle il coulait dans son Valais natal, apportant à chaque hectare irrigué les 2 650 mètres cubes d'eau par an qui, huit années sur dix, manquent pour assurer une production régulière, de qualité et rentable.* »

## Puissance de son flux

L'avantage du Rhône, c'est la puissance de son flux – 1 600 mètres cubes par seconde en moyenne annuelle – qui garantit aux agriculteurs de disposer d'une ressource d'apparence infinie. L'agence de l'eau estime que 320 millions de mètres cubes sont directement prélevés annuellement dans le Rhône pour l'irrigation, du Léman à la mer. Autrement dit, dans un calcul théorique de bassine à vider ou à remplir, l'équivalent de cinquante-six heures de débit du fleuve suffit à couvrir la totalité des prélèvements agricoles sur une année. Et à peine une heure et demie pour les 9 millions de mètres cubes de Millery-Mornant.

A court terme, la fragilité n'est pas dans la perte d'abondance de l'eau dans les zones proches du fleuve. [Même si le débit a déjà baissé](#) – de 7 % à 13 % depuis 1960, selon les lieux – et va encore se réduire d'ici à 2050, l'irrigation devrait rester accessible, et pour plusieurs décennies. Mais à quel prix ? Les Gourdin et les Sulzer du syndicat hydraulique fonctionnent grâce à l'électricité. Le tarif de l'énergie détermine le prix de l'eau, donc celui des fruits et légumes, donc le modèle économique de l'agriculture.

Là où l'abondance a longtemps poussé à laisser l'eau filer, le SMHAR, aidé par la chambre

d'agriculture, tente de multiplier les outils pour réduire les prélèvements. « *Les économies d'eau permettent de maintenir son prix à un niveau correct pour les agriculteurs* », relève M. Kraak, en estimant à 1 million de mètres cubes les économies réalisées chaque année grâce à la mise en place d'un arrosage plus ciblé, mieux calibré. « *Le SMHAR a été précurseur, ils ont anticipé la problématique de l'énergie depuis plus de dix ans* », ajoute Frédéric Storck, directeur de la transition énergétique à la CNR. Des panneaux photovoltaïques flottants ont été installés sur une des réserves d'eau. Le SMHAR réfléchit aussi à la création d'une nouvelle retenue de 30 000 mètres cubes sur le plateau. L'idée serait de stocker l'eau lorsque le prix de l'électricité est au plus bas. Et de la turbiner lorsque les prix sont au plus haut.

L'écosystème est fragile et ne tient que si l'irrigation est financée collectivement. Chaque fois qu'un agriculteur cesse son activité, le modèle s'affaiblit, des terres sont abandonnées et la contrainte financière s'accroît sur les voisins. En vingt-cinq ans, dans les collines de Millery-Mornant, 450 hectares de terres agricoles ont été perdus en raison des cessations d'activité et de la pression foncière liée à l'urbanisation. Les demandes d'extension de l'irrigation ont été reçues positivement par le SMHAR. Quelque 4 millions d'euros viennent d'être consacrés à la création d'un réseau de distribution autour de Vaugneray (Rhône). Soit 150 hectares de cultures et 200 000 mètres cubes de prélèvement supplémentaire par an dans le Rhône. « *C'est essentiel. Si on veut que des jeunes agriculteurs s'installent, il faut de l'eau* », argumente David Mille, président de l'ASA de Vaugneray (association syndicale autorisée, un regroupement d'agriculteurs), lui-même producteur de fruits et légumes. L'irrigation devrait aussi permettre de sécuriser la production locale de luzerne pour les animaux – importée d'Espagne jusqu'à peu.

« On a perdu la main »

Une extension encore plus ambitieuse est en cours d'étude jusqu'au département de la Loire, dans les monts du Jarez, à une trentaine de kilomètres du point de captage. Jean-Charles Couzon, 53 ans, grimpe sur un promontoire à 600 mètres d'altitude pour expliquer les enjeux. Ingénieur de formation dans l'agroalimentaire, il a repris l'exploitation familiale à Cellieu, essentiellement des pommes et des cerises. « *Le changement climatique, on le prend en pleine gueule, c'est violent*, raconte-t-il. *Jusqu' [à l'année] 2015, on pouvait s'adapter aux intempéries, on maîtrisait les événements climatiques. Là, on a complètement perdu la main.* »

Les rendements ont chuté – 20 tonnes de pommes par hectare en 2022 contre 50 en moyenne auparavant. Un effet ciseau : moins de précipitations et des besoins en eau qui augmentent. « *La clé, c'est l'évapotranspiration des plantes, elle a doublé, c'est énorme.* » Une tendance qui devrait s'accroître, en particulier l'été, selon les prévisions de l'agence de l'eau. Les agriculteurs des monts du Jarez rêvent donc, à leur tour, de faire grimper l'eau du Rhône. Un million de mètres cubes par an pour une trentaine d'agriculteurs, selon la première estimation. Peut-être 600 000 mètres cubes, en réalité, car une dizaine d'exploitants ont cessé leur activité depuis deux ans, fragilisant un peu plus le secteur. « *Vous savez qu'un tiers seulement des fruits consommés sont produits en France ?*, interroge Jean-Charles Couzon. *On continue comme ça ? C'est tellement aberrant. Mais si on veut produire en France, si on veut des circuits courts, il nous faut de l'eau.* » Les Gourdin et les Sulzer vont continuer de tourner à plein régime.

